

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/N/SWE/25  
18 novembre 2002

(02-6404)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

## NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	<b>Membre de l'Accord adressant la notification:</b> <u>SUÈDE</u> <b>Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):</b>
2.	<b>Organisme responsable:</b> Administration nationale du logement, de la construction et de l'aménagement du territoire <b>Les nom et adresse (y compris les numéros de téléphone et de téléfax et les adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant) de l'organisme ou de l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doivent être indiqués si cet organisme ou cette autorité est différent de l'organisme susmentionné:</b> Administration nationale du commerce
3.	<b>Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [ ], 5.6.2 [ ], 5.7.1 [ ], autres:</b>
4.	<b>Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant):</b> Matériaux et produits de construction, en particulier le béton.
5.	<b>Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié:</b> <i>Provisions of the Swedish Board on Housing, Building and Planning regarding amendments to the Board's Design (mandatory provisions and general recommendations); BFS 2003:xx BKR 7</i> (Dispositions de l'Administration suédoise du logement, de la construction et de l'aménagement du territoire portant modification des règles de construction, BFS 2003:xx, BKR 7) - (60 pages, en suédois)
6.	<b>Teneur:</b>  Extension du champ d'application des règles afin d'inclure également les ouvrages de construction autres que les bâtiments (1:2). Amélioration de la possibilité de tenir compte des contrôles réalisés par des tierces parties sur les produits de construction dans le cadre de leur utilisation dans des ouvrages de construction, y compris les contrôles effectués dans d'autres pays (1:4). Toutefois, pour les produits susceptibles de porter la marque CE, seul le marquage CE est accepté. Mise à jour d'une clause (1:5) qui permet l'utilisation des normes EN pour vérifier la sécurité structurale (principalement les Eurocodes), afin qu'elle soit conforme aux modalités actuelles de leur mise en œuvre.  Mise en œuvre de EN 206-1, ENV 13670-1 et de plusieurs autres normes sur la réalisation et la construction de structures en béton (chapitre 7).

<b>7.</b>	<b>Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant:</b> Établissement de règles concernant la structure pour les types d'ouvrages qui ne sont pas réglementés autrement que par la législation. Répond à la demande du marché. Amélioration de la qualité au cours du processus de construction. Mise en œuvre des normes européennes, de manière générale et de manière spécifique en ce qui concerne les structures en béton.	
<b>8.</b>	<b>Documents pertinents:</b>	
<b>9.</b>	<b>Date projetée pour l'adoption:</b>	février 2003
	<b>Date projetée pour l'entrée en vigueur:</b>	mars 2003
<b>10.</b>	<b>Date limite pour la présentation des observations:</b> 29 janvier 2003	
<b>11.</b>	<b>Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu:</b> point national d'information [X] ou adresse, numéros de téléphone et de télécopieur, et adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant, d'un autre organisme:	